

Bulletin du FMI

ASSEMBLÉE ANNUELLE FMI-BANQUE MONDIALE

Moyen-Orient : emplois et gouvernance pour mener à bien le printemps arabe

Bulletin du FMI en ligne
26 septembre 2011



Vendeur de pain au Caire: selon les participants à un séminaire du FMI, l'accès au crédit pourrait contribuer à stimuler la croissance dans la région (photo: Newscom)

- Séminaire du FMI : nécessité de la bonne gouvernance dans les pays arabes
- Les pouvoirs publics doivent éviter d'entraver l'accès du secteur privé au crédit
- Mieux cibler les subventions et assurer la protection des groupes vulnérables

Le Moyen-Orient a besoin de créer des emplois, d'améliorer la gouvernance et de renforcer la société civile pour pérenniser les mutations issues du printemps arabe.

Lors d'un séminaire du FMI intitulé « [*Beyond the Arab Spring: Restoring Economic Confidence, Meeting Social Needs*](#) » (« Au-delà du printemps arabe : rétablir la confiance économique et répondre aux besoins sociaux »), d'éminents conférenciers du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du Pakistan ont salué les progrès accomplis dans la région pour l'avènement de sociétés libres et démocratiques. Mais, ont-ils prévenu, ces progrès doivent s'accompagner de réformes économiques urgentes afin de pérenniser le changement.

« La croissance ne suffit pas », a déclaré Nemat Shafik, Directrice générale adjointe du FMI et animatrice du séminaire. « À l'évidence, si le printemps arabe ne crée pas suffisamment d'emplois pour la main-d'œuvre en hausse, si ses avantages sont confisqués par une minorité privilégiée au lieu d'être largement partagés, s'il n'est pas assorti d'une bonne gouvernance et de la protection des groupes les plus vulnérables, la croissance sera vouée à l'échec. »

Promouvoir une culture démocratique

Le débat s'est articulé sur trois axes qui sont essentiels pour donner aux citoyens un meilleur accès aux possibilités économiques : gouvernance et climat des affaires, accès au crédit, et protection des couches les plus vulnérables de la société.

Les conférenciers ont convenu que la gouvernance est une condition fondamentale pour le développement économique au Moyen-Orient.

Pour Shaukat Tarin, ancien Ministre des finances du Pakistan et désormais conseiller du Président de Silkbank, le capitalisme de copinage, répandu au Moyen-Orient, est attribuable à l'absence de culture démocratique. « Les partis politiques qui accèdent au pouvoir n'ont aucune culture de démocratie participative et responsable et gravitent souvent autour de leaders charismatiques ». À cause de cet héritage d'autoritarisme, la région devra renforcer son cadre institutionnel pour la démocratie.

Tournant le dos au passé, Ahmed Galal a estimé qu'une gouvernance solide s'impose dans le Moyen-Orient nouvellement démocratique.

« La bonne gouvernance permet d'adopter des politiques propices aux intérêts de la majorité de la population, chaque citoyen ayant voix au chapitre », a déclaré M. Galal, Directeur général du Forum de recherche économique en Égypte. « Elle permet aussi aux pouvoirs publics de prendre des engagements d'autant plus crédibles que la population y adhère. »

Selon Jaloul Ayed, Ministre des finances de la Tunisie, la transparence est essentielle à la bonne gouvernance. « Il importe de responsabiliser les citoyens, c'est-à-dire de leur communiquer des informations ». Si les citoyens accèdent à des documents en ligne indiquant que le gouvernement a promis de construire une école, une route ou un hôpital, ils peuvent demander des comptes à leurs dirigeants.

Dans un pays comme la Tunisie, qui affiche des taux élevés d'accès à Internet — près du tiers de la population est sur Facebook — la technologie peut être un outil puissant, a-t-il affirmé.

Pour sa part, Amat Al-Alim Alsoswa, Directrice du bureau régional du PNUD pour les États arabes, a signalé l'importance de mettre en évidence la contribution potentielle des jeunes femmes à l'économie de la région. Elle a cité les progrès accomplis par les femmes de la région depuis une dizaine d'années — excellence en matière d'éducation et accès à des domaines qui leur étaient naguère interdits. Pour autant, a-t-elle souligné, les femmes ne sont pas encore sur un pied d'égalité avec les hommes; il n'était donc pas étonnant de les voir descendre dans la rue lors des manifestations du printemps arabe.

« Nous n'insistons pas suffisamment sur la manière d'utiliser ce merveilleux atout dont nous disposons », a-t-elle ajouté.

Accès au crédit

« L'un des principaux travers des anciens régimes a été la concentration du pouvoir économique entre les mains d'une minorité, a observé Mme Shafik. Comment la population de la région pourrait-elle assurer une situation équitable à l'avenir ? »

Les conférenciers ont été unanimes à reconnaître que les gouvernements doivent promouvoir les PME, mais les modalités d'application de cette mesure ont suscité un vif débat.

M. Tarin a souligné le rôle crucial de la microfinance au Pakistan et dans d'autres pays de la région. « Grâce à la microfinance, les gens ont créé des emplois, ont épargné, et s'autofinancent désormais. » Les autorités doivent créer des offices de promotion des PME, des fonds de garantie du crédit, et une banque régionale de microfinance, a-t-il déclaré.

Par contre, M. Galal a estimé que la microfinance n'est pas la solution dans des pays comme l'Égypte, qui ont encore du mal à élaborer une nouvelle constitution et à gérer leur transition

politique. L'accès au crédit n'est que l'un des nombreux obstacles auxquels les entreprises sont confrontées.

Selon M. Galal, la solution au problème de l'accès au financement réside dans la réduction des emprunts de l'État. « Le problème majeur est que le gouvernement doit équilibrer ses comptes pour ne pas évincer tous les autres acteurs — petites, moyennes et grandes entreprises. »

Protéger les couches vulnérables

D'ordinaire, les subventions constituent une grande partie des dispositifs de protection sociale dans la région, a déclaré Mme Shafik. Le poids de ces subventions devenant insoutenable, comment la région peut-elle protéger les plus pauvres et les plus vulnérables?

Selon M. Tarin, l'on ne devrait pas abolir systématiquement les subventions; il faudrait plutôt les destiner à ceux qui en ont le plus besoin. Les subventions énergétiques sont mal ciblées, et les riches en bénéficient plus souvent que les pauvres — ce sont les riches qui consomment le plus de gaz et d'électricité. Au Pakistan, a poursuivi M. Tarin, le gouvernement a procédé à l'évaluation des revenus des ménages afin d'assurer un bon ciblage des subventions.

Les autres conférenciers ont indiqué que les pouvoirs publics pourraient redoubler d'efforts pour éviter que des groupes deviennent vulnérables en adoptant des mesures sociales visant à promouvoir l'éducation et la santé.

Pour conclure le séminaire, Mme Shafik a demandé à chaque conférencier de citer deux conditions essentielles pour garantir la pérennité du printemps arabe. Tous ont convenu qu'un appui politique et financier est indispensable. Mais, pour obtenir et conserver cet appui, la région doit mener des réformes judicieuses. Il est tout aussi crucial de bâtir une société civile solide qui exige du gouvernement de rendre des comptes, car « la société civile est le meilleur rempart contre l'extrémisme », selon M. Ayed.

En outre, même si la région a besoin de concours financiers et de savoir-faire extérieurs, la communauté internationale doit comprendre que le printemps arabe est un mouvement endogène et elle doit faire preuve d'humilité dans la région, ont déclaré les conférenciers.

« Il est réconfortant de voir des populations responsabilisées, a indiqué Mme Alsoswa. J'espère que le printemps arabe n'est pas simplement une saison, mais un objectif à long terme ».